

Document

Sarkozy a-t-il oublié que Gordon Brown dirige un paradis fiscal ?

(<http://www.solidariteetprogres.org>)

29 octobre 2008 (Nouvelle Solidarité) – Un article publié aujourd'hui par *Le Canard Enchaîné* fait monter la pression sur Sarkozy pour qu'il s'attaque aux avant-postes de l'Empire britannique : les paradis fiscaux.

L'article, intitulé « *Sarko dans l'enfer des paradis fiscaux* » comporte un sous-titre intéressant : « *Il part en guerre, sans moyens, contre certains gouvernements amis, et épargne la Grande-Bretagne* ».

L'auteur constate les contradictions évidentes de la démarche française en signalant quelques planques fiscales sympathiques au sein même de l'UE : impôts plus doux pour les sociétés aux Pays-Bas ou exemption d'impôt sur l'ISF, plus values boursières et droits de succession en Belgique, sans oublier l'Autriche, la Hongrie, et surtout Malte et Chypre, « *deux des pays européens les plus nocifs* » comme l'affirme Daniel Lebègue, ex-directeur du Trésor et ex-patron de la Caisse des dépôts et consignations.

Mais, selon cet expert, continue *Le Canard*, « *Sa Gracieuse Majesté fait encore mieux : 'Londres est le principal centre off-shore européen' affirme-t-il. Et Sarkozy a oublié d'en parler à Gordon Brown : la City, Jersey, Guernesey, l'île de Man ou Gibraltar pratiquent allègrement le secret bancaire et l'exonération d'impôt (pour les étrangers, pas pour les Britanniques). Mais aussi d'autres possessions de la Couronne à travers le monde : les îles Caïmans (46000 habitants et 6^e place bancaire mondiale, devant Paris) ; les Bahamas, où se sont réfugiées la quasi-totalité des compagnies de réassurance (y compris françaises) pour échapper aux impôts. Ou encore les îles Vierges britanniques.* »

Le Canard note que Sarkozy, lors du sommet européen du 15 octobre à Bruxelles avait « *lancé une attaque en règle contre son ex-copain* » Jean-Claude Juncker. Le premier ministre luxembourgeois a été sommé de « *donner l'exemple* », car « *on ne peut pas se battre à l'extérieur de notre continent contre certaines pratiques et les tolérer sur notre continent* ».

Sarkozy, « *a défaut de déclarer la guerre aux îles Caïmans, ou d'envoyer le porte-avions 'Charles de Gaulle' au Liechtenstein* », envisage « *de punir les banques françaises qui travaillent avec les paradis fiscaux.* »

Pour l'exemple, on pourrait nettoyer au kärcher Monaco —principauté administrée de fait, par un haut fonctionnaire français nommé par Paris— et Andorre, dont le président de la République demeure, par son statut, le co-prince...